

CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

NUMERICABLE GROUP

Société anonyme à conseil d'administration
au capital de 123 942 012 euros
Siège social : 5, place de la Pyramide, Tour Ariane, 92088 Paris La Défense
794 661 470 R.C.S. Nanterre

Avis de réunion

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société Numericable Group sont avisés qu'ils seront prochainement convoqués en assemblée générale mixte le jeudi 27 novembre 2014 à 8 heures à Eurosites George V, 28 avenue George V, 75008 Paris à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

Ordre du jour

De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

1. Nomination d'un nouvel administrateur ;
2. Nomination d'un nouvel administrateur ;
3. Nomination d'un nouvel administrateur ;
4. Nomination d'un nouvel administrateur ;
5. Nomination d'un nouvel administrateur ;
6. Nomination d'un nouvel administrateur ;
7. Nomination d'un nouvel administrateur.

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

8. Modification des statuts de la Société à l'effet de porter à 78 ans la limite d'âge des administrateurs ;
9. Approbation de l'apport (et de son évaluation) à la Société d'une partie des actions de la société Société Française du Radiotéléphone - SFR détenues par Vivendi ;
10. Approbation et constatation de la réalisation de l'augmentation du capital de la Société consécutive à l'apport d'une partie des actions de SFR détenues par Vivendi ;
11. Modification des statuts de la Société corrélative à la réalisation de l'augmentation de capital consécutive à l'apport d'une partie des actions de SFR détenues par Vivendi ;
12. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions ;
13. Délégation de compétence à donner au Conseil pour décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents de plans d'épargne entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers ;
14. Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 des statuts de la Société ; et
15. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Projets de résolutions

Assemblée délibérant comme assemblée générale ordinaire

Première résolution (*Nomination d'un nouvel administrateur*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide, sous condition suspensive d'adoption des huitième, neuvième et dixième résolutions soumises à la présente assemblée, de nommer [•] en qualité de membre du Conseil d'Administration de la Société pour une durée de [•] années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre [•].

[•] a fait savoir par avance, par lettre séparée adressée à la Société, qu'elle acceptait ces fonctions au cas où sa nomination serait décidée par la présente Assemblée et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Deuxième résolution (*Nomination d'un nouvel administrateur*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide, sous condition suspensive d'adoption des huitième, neuvième et dixième résolutions soumises à la présente assemblée, de nommer [•] en qualité de membre du Conseil d'Administration de la Société pour une durée de [•] années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre [•].

[•] a fait savoir par avance, par lettre séparée adressée à la Société, qu'elle acceptait ces fonctions au cas où sa nomination serait décidée par la présente Assemblée et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Troisième résolution (*Nomination d'un nouvel administrateur*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide, sous condition suspensive d'adoption des huitième, neuvième et dixième résolutions soumises à la présente assemblée, de nommer [•] en qualité de membre du Conseil d'Administration de la Société pour une durée de [•] années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre [•].

[•] a fait savoir par avance, par lettre séparée adressée à la Société, qu'[il/elle] acceptait ces fonctions au cas où sa nomination serait décidée par la présente Assemblée et qu'[il/elle] n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Quatrième résolution (*Nomination d'un nouvel administrateur*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide, sous condition suspensive d'adoption des huitième, neuvième et dixième résolutions soumises à la présente assemblée, de nommer [•] en qualité de membre du Conseil d'Administration de la Société pour une durée de [•] années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre [•].

[•] a fait savoir par avance, par lettre séparée adressée à la Société, qu'[il/elle] acceptait ces fonctions au cas où sa nomination serait décidée par la présente Assemblée et qu'[il/elle] n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Cinquième résolution (*Nomination d'un nouvel administrateur*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide, sous condition suspensive d'adoption des huitième, neuvième et dixième résolutions soumises à la présente assemblée, de nommer [•] en qualité de membre du Conseil d'Administration de la Société pour une durée de [•] années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre [•].

[•] a fait savoir par avance, par lettre séparée adressée à la Société, qu'[il/elle] acceptait ces fonctions au cas où sa nomination serait décidée par la présente Assemblée et qu'[il/elle] n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Sixième résolution (*Nomination d'un nouvel administrateur*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide, sous condition suspensive d'adoption des huitième, neuvième et dixième résolutions soumises à la présente assemblée, de nommer [•] en qualité de membre du Conseil d'Administration de la Société pour une durée de [•] années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre [•].

[•] a fait savoir par avance, par lettre séparée adressée à la Société, qu'[il/elle] acceptait ces fonctions au cas où sa nomination serait décidée par la présente Assemblée et qu'[il/elle] n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Septième résolution (*Nomination d'un nouvel administrateur*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide, sous condition suspensive d'adoption des huitième, neuvième et dixième résolutions soumises à la présente assemblée, de nommer [•] en qualité de membre du Conseil d'Administration de la Société pour une durée de [•] années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre [•].

[•] a fait savoir par avance, par lettre séparée adressée à la Société, qu'[il/elle] acceptait ces fonctions au cas où sa nomination serait décidée par la présente Assemblée et qu'[il/elle] n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Assemblée délibérant comme assemblée générale extraordinaire

Huitième résolution (*Modification des statuts de la Société à l'effet de porter à 78 ans la limite d'âge des administrateurs*).

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires conformément aux dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce, décide, sous condition suspensive d'adoption des neuvième et dixième résolutions soumises à la présente assemblée, que l'alinéa 5 de l'article 16 (*Conseil d'administration*), section 3 (*Fonctions*) des statuts de la Société, tels qu'en vigueur à la date de la présente Assemblée, sera désormais rédigé comme suit :

« Les administrateurs ne doivent pas être âgés de plus de 78 ans au jour de leur nomination et sont soumis aux dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de cumul de mandats. Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 78 ans ne peut être supérieur au tiers des administrateurs en fonctions. Lorsque cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire ».

Neuvième résolution (Approbation de l'apport (et de son évaluation) à la Société d'une partie des actions de la société SFR détenue par la société Vivendi).

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce :

Connaissance prise notamment :

- du rapport du Conseil d'administration ;
- du rapport complémentaire du Conseil d'administration ;
- du rapport des commissaires aux apports ;
- du document d'information soumis à l'approbation de l'Autorité des marchés financiers ;
- du traité d'apport en nature établi par acte sous seing privé le [•] 2014 (le « Traité d'Apport »), relatif à l'apport en nature soumis au régime de droit commun de l'article L.225-147 du Code de commerce consenti à la Société par la société Vivendi (l'« Apporteur ») d'une partie des actions de la société Société Française du Radiotéléphone - SFR, société anonyme au capital de 3 423 265 598,40 euros, dont le siège social est situé 42, avenue de Friedland, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 343 059 564 (« SFR »), et aux termes duquel l'Apporteur fait apport à la Société d'une partie des actions émises par SFR (l'« Apport »), sous réserve notamment de l'approbation dudit Apport, de son évaluation et de sa rémunération par la présente Assemblée.

prend acte :

- que l'Apport constitue une opération indissociable de l'acquisition par la Société du solde (à l'exception de 10 actions) des actions composant le capital de la société SFR et de l'intégralité des actions composant le capital de la société SIG 50, devant intervenir le même jour que la réalisation de l'Apport, pour un prix déterminé conformément aux termes d'un contrat d'achat d'actions en date du [•] 2014 conclu entre Altice SA, la Société et Vivendi ;
- que l'acquisition de la société SFR et de la société SIG 50 par la Société pourra donner lieu au paiement à Vivendi d'un complément de prix d'un montant de 750 millions d'euros, payable en numéraire, en cas d'atteinte d'un montant de cash flow opérationnel (défini comme EBITDA – Capex) du groupe combiné issu de l'Apport d'un montant de 2 milliards d'euros au titre d'un quelconque des exercices clos au plus tard le 31 décembre 2024.

approuve :

- le Traité d'Apport ;
- la réalisation de l'Apport sur la base de la valeur réelle des actions émises par SFR ;
- l'évaluation des actions SFR apportées par Vivendi et évaluées à la somme globale de [•] euros, soit [•] euros par action apportée ;
- en tant que de besoin, le complément de prix éventuel susvisé ;
- les modalités de rémunération de l'Apport, aux termes desquelles Vivendi se verra attribuer [•] actions nouvelles à émettre de la Société dès leur émission, dans les conditions prévues par le Traité d'Apport.

Dixième résolution (Approbation et constatation de la réalisation de l'augmentation du capital de la Société consécutive à l'apport d'une partie des actions de SFR détenues par Vivendi).

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce :

Connaissance prise notamment:

- du rapport du Conseil d'administration ;
- du rapport complémentaire du Conseil d'administration ;
- du document d'information soumis à l'approbation de l'Autorité des marchés financiers ;
- du rapport des commissaires aux apports ;
- du Traité d'Apport.

Constate la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives mentionnées à l'article 5.2 du Traité d'Apport, y compris la réalisation de la condition suspensive mentionnée à l'article 5.2(6) du Traité d'Apport, seule condition suspensive prévue au Traité d'Apport qui n'était pas encore satisfaite préalablement à la tenue de la présente Assemblée ;

Et constate, en conséquence, la réalisation définitive de l'Apport objet du Traité d'Apport.

Décide, en conséquence :

- d'augmenter le capital de la Société d'un montant nominal total de [•] euros par l'émission de [•] actions nouvelles, d'un (1) euro de valeur nominale unitaire chacune, émises en rémunération de l'Apport approuvé aux termes de la neuvième résolution ci-dessus et attribuées en totalité à Vivendi ;
- que la différence entre la valeur des actions émises par SFR apportées ([•] euros au total) et le montant nominal total de l'augmentation de capital ([•] euros), soit un montant de [•] euros, sera inscrite à un compte de prime d'apport au passif du bilan de la Société,
- que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions légales, afin de, sur sa seule décision et, s'il le juge opportun, imputer les frais, droits et impôts liés à la présente opération, à sa réalisation et à ses conséquences, sur le montant de la prime d'apport et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital ; et
- que les actions nouvelles de la Société émises en rémunération de l'Apport approuvé aux termes de la neuvième résolution ci-dessus porteront jouissance courante à la date de leur émission et seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société dès leur émission et feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

Donne, en tant que de besoin, tout pouvoir au Président-Directeur Général de la Société à l'effet d'établir, négocier et signer tous contrats, engagements, actes, documents confirmatifs, supplétifs ou autres et procéder à toutes les formalités utiles ou nécessaires pour la constatation de la réalisation de l'Apport et de l'augmentation de capital décidée par la présente résolution et y donner effet, et notamment pour demander l'admission des actions ainsi créées aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

Onzième résolution (Modification des statuts de la Société corrélative à la réalisation de l'augmentation de capital consécutive à l'apport d'une partie des actions de SFR détenues par Vivendi).

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires conformément aux dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce :

- décide qu'en conséquence de la réalisation de l'augmentation de capital objet de la dixième résolution ci-dessus, l'article 7 des statuts de la Société, tels qu'en vigueur à la date de la présente assemblée, sera désormais rédigé comme suit :

« Article 7 – Apports.

1 - Apports en numéraire

La Société a été constituée par voie d'apports en numéraire d'un montant initial de 37 000 euros.

Aux termes des décisions du Conseil d'administration de la Société en date du 7 novembre 2013, faisant usage de la délégation de compétence conférée par la 4^{ème} résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 25 octobre 2013, le capital social de la Société a été augmenté le 12 novembre 2013 par voie d'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de 10 080 645 euros, par l'émission de 10 080 645 actions nouvelles d'un euro de valeur nominale unitaire chacune.

Aux termes des décisions du Conseil d'administration de la Société en date du 22 novembre 2013, faisant usage de la délégation de compétence conférée par la 9^{ème} résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 25 octobre 2013, le capital social de la Société a été augmenté le 26 novembre 2013 par voie d'augmentation de capital en numéraire, d'un montant total de 52 138 euros, par l'émission de 52 138 actions nouvelles d'un euro de valeur nominale unitaire chacune.

Aux termes des décisions du Conseil d'administration de la Société en date du [•], faisant usage de la délégation de compétence conférée par la 12^{ème} résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 20 mai 2014, le capital social de la Société a été augmenté le [•] par voie d'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de [•] euros, par l'émission de [•] actions nouvelles d'un euro de valeur nominale unitaire chacune.

2 - Apports en nature

Aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 7 novembre 2013, le capital social de la Société a été augmenté, par voie d'apports en nature, d'un montant nominal total de 113 772 229 euros, par l'émission de 113 772 229 actions nouvelles d'un euro de valeur nominale unitaire chacune.

Aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 27 novembre 2014, le capital social de la Société a été augmenté, par voie d'apports en nature, d'un montant nominal total de [•] euros, par l'émission de [•] actions nouvelles d'un euro de valeur nominale unitaire chacune.

3 - Récapitulatif des apports

Le capital social de la Société a fait l'objet d'apports en numéraire d'un montant de 37.000 euros lors de la constitution de la Société, puis a été augmenté par voie d'apports en nature le 7 novembre 2013, d'un montant nominal global de 113 772 229 euros puis par voie d'augmentations de capital en numéraire le 12 novembre 2013, d'un montant total de 10 080 645 euros et le 26 novembre 2013, d'un montant total de 52 138 euros ainsi que le [•] d'un montant total de [•] euros puis le 27 novembre 2014 par voie d'apport en nature, d'un montant nominal global de [•] euros. »

- décide également que l'article 8 des statuts de la Société, tels qu'en vigueur à la date de la présente Assemblée, sera désormais rédigé comme suit :

« Article 8 – Capital social.

Le capital social est fixé à [•] euros.

Il est divisé en [•] actions de un (1) euro chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie. »

- donne, en tant que de besoin, tout pouvoir au Président-Directeur Général de la Société à l'effet d'établir, négocier et signer tous contrats, engagements, actes, documents confirmatifs, supplétifs ou autres et procéder à toutes les formalités utiles ou nécessaires pour la réalisation de la modification statutaire décidée par la présente résolution.

Douzième résolution (Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

1. autorise le conseil d'administration, dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 à L.225-186-1 du Code de commerce, avec faculté de subdélégation dans la mesure autorisée par la loi, à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des personnes qu'il déterminera parmi les salariés et les mandataires sociaux de la société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L.225-180 dudit Code, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de son capital, ainsi que des options donnant droit à l'achat d'actions de la société provenant de rachats effectués par la société dans les conditions prévues par la loi ;

2. décide que le nombre total d'options de souscription et d'options achat consenties en vertu de cette autorisation ne pourra donner droit à un nombre d'actions supérieur à 1 % du capital social au jour de la décision du conseil d'administration et que le montant nominal des augmentations de capital résultant de la levée d'options de souscription d'actions consenties en vertu de la présente délégation de compétence s'imputera sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 3 de la douzième résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société du 20 mai 2014 ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à ladite résolution pendant la durée de validité de

la présente délégation. A ces plafonds s'ajouteront, le cas échéant, les actions à émettre au titre des ajustements à effectuer pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires, les droits des bénéficiaires d'options.

3. décide que le nombre total d'options de souscription ou d'achat consenties en vertu de cette autorisation aux dirigeants mandataires sociaux de la Société ne pourra représenter plus de 0,3 % du capital social au jour de la décision du conseil d'administration ;

4. décide que le prix à payer lors de l'exercice des options de souscription ou d'achat d'actions sera fixé le jour où les options seront consenties et que (i) dans le cas d'octroi d'options de souscription, ce prix ne pourra pas être inférieur à 80 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la société sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour où les options de souscription seront consenties, et (ii) dans le cas d'octroi d'options d'achat d'actions, ce prix ne pourra être inférieur ni à la valeur indiquée au (i) ci-dessus, ni à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société au titre des articles L.225-208 et L.225-209 du Code de commerce. Si la société réalise l'une des opérations prévues par l'article L.225-181 du Code de commerce ou par l'article R.225-138 du Code de commerce, la société prendra, dans les conditions prévues par la réglementation alors en vigueur, les mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires, y compris, le cas échéant, en procédant à un ajustement du nombre des actions pouvant être obtenues par l'exercice des options consenties aux bénéficiaires pour tenir compte de l'incidence de cette opération ;

5. constate que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure de l'exercice des options de souscription. L'augmentation du capital social résultant de l'exercice des options de souscription sera définitivement réalisée par le seul fait de la déclaration de l'exercice d'option accompagnée des bulletins de souscription et des versements de libération qui pourront être effectués en numéraire ou par compensation avec des créances sur la société ;

6. en conséquence, l'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente autorisation et à l'effet notamment :

— de déterminer si les options attribuées sont des options de souscription et/ou options d'achat d'actions ;

— de fixer les conditions dans lesquelles sont consenties les options ;

— de déterminer l'identité des bénéficiaires, ou de la ou des catégories de bénéficiaires, des options attribuées et le nombre d'options allouées à chacun d'eux ;

— de fixer les modalités et conditions des options, et notamment :

– la durée de validité des options, étant entendu que les options devront être exercées dans un délai maximal de 8 ans ;

– la ou les dates ou périodes d'exercice des options, étant entendu que le conseil d'administration pourra (a) anticiper les dates ou périodes d'exercice des options, (b) maintenir le bénéfice des options, ou (c) modifier les dates ou périodes pendant lesquelles les actions obtenues par l'exercice des options ne pourront être cédées ou mises au porteur ;

– des clauses éventuelles d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions ;

— le cas échéant, de limiter, suspendre, restreindre ou interdire l'exercice des options ou la cession ou la mise au porteur des actions obtenues par l'exercice des options, pendant certaines périodes ou à compter de certains événements, sa décision pouvant porter sur tout ou partie des options ou des actions ou concerner tout ou partie des bénéficiaires ;

— d'arrêter la date de jouissance, même rétroactive, des actions nouvelles provenant de l'exercice des options de souscription.

7. décide que le conseil d'administration aura également, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, tous pouvoirs pour constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites par l'exercice des options de souscription, modifier les statuts en conséquence, et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et effectuer toutes formalités nécessaires à la cotation des titres ainsi émis, toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire ;

8. fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente résolution et prend acte que cette délégation de compétence prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, c'est-à-dire toute délégation de compétence ou autorisation dont l'objet est de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions.

Treizième résolution (Délégation de compétence à donner au Conseil pour décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents de plans d'épargne entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers).

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise des rapports du Conseil d'Administration, du rapport du Commissaire aux apports désigné en application des dispositions des articles L.225-131, al.2 et L.225-147 du Code de commerce et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément d'une part aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-6 et L.225-138-1 du Code de commerce, et d'autre part, à celles des articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail :

1. délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant nominal maximal de 300 000 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, par émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne salariale (ou tout autre plan aux adhérents duquel les articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ou toute loi ou réglementation analogue permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein d'une entreprise ou groupe d'entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes de la Société en application de l'article L.3344-1 du Code du travail ; étant précisé que la présente résolution pourra être utilisée aux fins de mettre en œuvre des formules à effet de levier et que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond global prévu au paragraphe 3 de la 12ème résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société du 20 mai 2014 ou, le cas échéant, sur le montant global éventuellement prévu par une résolution prévoyant un nouveau plafond global (au sens de l'article L.225-129-2 du Code de commerce) qui pourrait succéder à ladite résolution pendant la durée de validité de la présente délégation.

2. décide que le prix d'émission des nouvelles actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du Code du travail et sera au moins égal à 80 % du Prix de Référence (telle que cette expression est définie ci-après) ou à 70 % du Prix de Référence lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L.3332-25 et L.3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans ; pour les besoins du présent paragraphe, le Prix de Référence désigne la moyenne des premiers cours cotés de l'action

de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription pour les adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) ;

3. autorise le Conseil d'Administration à attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre ou déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au Prix de Référence et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables aux termes des articles L.3332-10 et suivants du Code du travail ;

4. décide de supprimer au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital dont l'émission fait l'objet de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs, en cas d'attribution à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués d'actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, à tout droit auxdites actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution gratuite desdits titres faite sur le fondement de la présente résolution ;

5. autorise le Conseil d'Administration, dans les conditions de la présente délégation, à procéder à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) telles que prévues par l'article L.3332-24 du Code du travail, étant précisé que les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à un plan ou plusieurs plans d'épargne salariale visés à la présente résolution s'imputeront à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées sur le montant des plafonds visés au paragraphe 1 ci-dessus ;

6. décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet notamment :

- d'arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les bénéficiaires ci-dessus indiqués pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital attribuées gratuitement ;
- de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables ;
- de déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital ;
- d'arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions ;
- de fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres (même rétroactive), les règles de réduction applicables aux cas de sur-souscription ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur ;
- en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, de fixer la nature, les caractéristiques et le nombre d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, le nombre à attribuer à chaque bénéficiaire, et d'arrêter les dates, délais, modalités et conditions d'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites légales et réglementaires en vigueur et notamment choisir soit de substituer totalement ou partiellement l'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital aux décotes par rapport au Prix de Référence prévues ci-dessus, soit d'imputer la contre-valeur de ces actions ou valeurs mobilières sur le montant total de l'abondement, soit de combiner ces deux possibilités ;
- en cas d'émission d'actions nouvelles, d'imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions ;
- de constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;
- le cas échéant, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital ;
- de conclure tous accords, d'accomplir directement ou indirectement par mandataire toutes opérations et formalités en ce compris procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'une manière générale, de passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, de prendre toutes mesures et décisions et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.

fixe à vingt-six mois la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente résolution et prend acte que cette autorisation prive d'effet à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Quatorzième résolution (*Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 des statuts de la Société*)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide, sous condition suspensive d'adoption des neuvième à onzième résolutions, de modifier l'actuelle dénomination sociale de la Société de « Numericable Group » et d'adopter la dénomination « Numericable-SFR » et décide de modifier corrélativement l'article 3 des statuts de la Société comme suit :

« Article 3 – Dénomination.

La dénomination sociale est : Numericable-SFR.

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent notamment indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société anonyme » ou des initiales « SA », du numéro d'identification au registre du commerce et des sociétés et de l'énonciation du montant du capital social. »

Quinzième résolution (*Pouvoirs pour formalités*).

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations pour effectuer tous dépôts et formalités requis par la loi.

1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée Générale dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, soit en y assistant personnellement, soit en s'y faisant représenter, soit en votant par correspondance, soit en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée Générale.

Conformément à l'article R.225-85 du Code de commerce, seuls seront admis à participer à l'Assemblée Générale les actionnaires qui justifieront de leur qualité par l'enregistrement comptable de leurs titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit régulièrement pour leur compte (en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce) au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, soit le lundi **24 novembre 2014**, zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

— pour l'*actionnaire au nominatif*, cet enregistrement comptable le troisième jour ouvré précédent l'Assemblée (soit le 24 novembre 2014), à zéro heure, heure de Paris, dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société (ou son mandataire) est suffisant pour lui permettre de participer à l'Assemblée Générale ;

— pour l'*actionnaire au porteur*, l'enregistrement comptable de ses actions dans son compte de titres au porteur tenu par l'intermédiaire financier est constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier dans les conditions prévues à l'article R.225-85 du Code de commerce, qui doit être mise en annexe :

- (1) du formulaire de vote à distance ; ou
- (2) de la procuration de vote ; ou
- (3) de la demande de carte d'admission

établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée Générale et qui n'a pas reçu sa carte d'admission au troisième jour ouvré précédent l'Assemblée (soit le 24 novembre 2014) à zéro heure, heure de Paris.

2.Mode de participation à l'Assemblée Générale

Les actionnaires désirant **assister personnellement à l'Assemblée Générale** pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

— **pour l'actionnaire nominatif** : chaque actionnaire au nominatif reçoit automatiquement le formulaire de vote, joint à l'avis de convocation, qu'il doit compléter en précisant qu'il souhaite participer à l'Assemblée Générale et obtenir une carte d'admission, puis le retourner signé à BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Service Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du débarcadère – 93761 Pantin Cedex, ou se présenter le jour de l'Assemblée Générale directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité ;

— **pour l'actionnaire au porteur** : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres qu'une carte d'admission lui soit adressée.

Les actionnaires **n'assistant pas personnellement à l'Assemblée Générale** pourront choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- 1) voter par correspondance ;
- 2) donner pouvoir au Président de l'Assemblée Générale ;
- 3) donner pouvoir à un autre actionnaire, à leur conjoint ou à leur partenaire avec lequel ils ont conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de leur choix.

Pour l'exercice de l'une des trois formules exposées ci-dessus, les actionnaires devront procéder aux formalités suivantes :

— **pour l'actionnaire nominatif** : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation à l'adresse suivante : BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Service Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du débarcadère – 93761 Pantin Cedex ;

— **pour l'actionnaire au porteur** : à compter de la date de convocation de l'Assemblée, demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration à l'intermédiaire habilité qui gère son compte titres, étant précisé que toute demande de formulaire devra parvenir à BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Service Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du débarcadère – 93761 Pantin Cedex au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée (article R.225-75 du Code de commerce), soit le 21 novembre 2014.

Les formulaires de vote par correspondance et/ou par procuration, dûment signés et complétés (accompagnés de l'attestation de participation pour les actions au porteur) et exprimés par voie papier, devront être reçus par BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Service Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du débarcadère – 93761 Pantin Cedex au plus tard trois jours avant la date de l'Assemblée (article R.225-77 du Code de commerce), soit le 24 novembre 2014.

Le mandat donné pour l'Assemblée vaut pour les éventuelles assemblées successives qui seraient convoquées avec le même ordre du jour et est révocable dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

— **pour l'actionnaire au nominatif Pur** : l'actionnaire devra envoyer un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par ses soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com en précisant le nom de la Société concernée, la date de l'Assemblée, leurs nom, prénom, adresse et identifiant de l'actionnaire mandant, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué ;

— **pour l'actionnaire au nominatif administré ou au porteur** :

- (1) l'actionnaire devra envoyer un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par ses soins auprès d'un certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com en précisant le nom de la Société concernée, la date de l'Assemblée, leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué. Puis,
- (2) l'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titres d'envoyer (par courrier ou par fax) une confirmation écrite à BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Service Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard le 26 novembre 2014, à 15 heures (heure de Paris).

Les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie papier devront être réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de l'Assemblée à l'adresse suivante : BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Service Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Tout actionnaire ayant déjà voté par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'Assemblée (article R.225-85 du Code de commerce). Il peut néanmoins à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédent l'Assemblée (soit le 24 novembre 2014) à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. À cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires. Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le 24 novembre 2014 à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire (article R.225-85 du Code de commerce).

Il est rappelé que pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire le choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Pour cette Assemblée, il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de communication, et, de ce fait, aucun site visé à l'article R.225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

3. Demande d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la fraction du capital prévue par les dispositions légales et réglementaires applicables, peuvent requérir l'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour dans les conditions prévues aux articles L.225-105, L.225-120 et R.225-71 à R.225-73 du Code de commerce.

Les demandes d'inscription à l'ordre du jour de points (qui doivent être motivées) ou de projets de résolutions doivent parvenir au siège social de la société (Numericable Group, Direction Juridique, 5, place de la Pyramide, Tour Ariane, 92088 Paris La Défense) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'Assemblée Générale, soit le 2 novembre 2014 (minuit, heure de Paris).

La demande doit être accompagnée :

- du point à mettre à l'ordre du jour ainsi que de sa motivation ; ou
- du texte des projets de résolutions, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs et, le cas échéant, des renseignements prévus au 5° de l'article R.225-83 du Code de commerce ; et
- d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R.225-71 du Code de commerce.

En outre, l'examen par l'Assemblée des points ou des projets de résolutions à l'ordre du jour déposés par les actionnaires est subordonné à la transmission, par les auteurs, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au troisième jour ouvré précédent l'Assemblée (soit le 24 novembre 2014) à zéro heure, heure de Paris.

La liste des points et le texte des projets de résolutions ajoutés à l'ordre du jour, présentés par des actionnaires dans les conditions prévues ci-dessus, seront publiés sans délai sur le site Internet de la Société, www.numericable.com.

4. Questions écrites

Tout actionnaire a la faculté de poser des questions par écrit jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit le 21 novembre 2014 (article R.225-84 du Code de commerce).

Les questions doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception à : Numericable Group, Président du Conseil d'administration, 5, place de la Pyramide, Tour Ariane, 92088 Paris La Défense. Pour être prises en compte, les questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Une réponse commune peut être apportée à ces questions dès lors qu'elles présentent le même contenu. La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site Internet www.numericable.com dans une rubrique consacrée aux questions-réponses.

5. Documents mis à la disposition des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, tous les documents qui doivent être communiqués dans le cadre de cette Assemblée Générale seront tenus dans les délais légaux à la disposition des actionnaires au siège social de Numericable Group, 5, place de la Pyramide, Tour Ariane, 92088 Paris La Défense.

Les actionnaires pourront également se procurer, dans les délais légaux, soit à compter de la convocation de l'Assemblée et jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, les documents prévus aux articles R.225-81 et R.225-83 du Code de commerce par demande adressée à BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Service Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Par ailleurs, les documents destinés à être présentés à l'Assemblée Générale ainsi que les autres informations et documents prévus par l'article R.225-73-1 du Code de commerce seront disponibles sur le site Internet de la Société (rubrique Assemblée Générale), www.numericable.com au plus tard le 6 novembre 2014 (soit 21 jours avant l'Assemblée Générale).

Le présent avis sera suivi d'un avis de convocation reprenant les éventuelles modifications apportées à l'ordre du jour notamment à la suite de demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions présentées par les actionnaires.

Le Conseil d'Administration

1404826